Déclaration liminaire à la F3SCT-D 86 du 22 mai 2025 - FNEC-FP FO 86

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les membres de la F3SCT-D,

Nous assistons ces dernières semaines aux gesticulations médiatiques désespérées du Président Macron dans la crise politique où il a conduit notre pays. Mais les conclaves, référendums ou autres consultations citoyennes ne réussissent pas à détourner l'immense majorité de nos concitoyens du terrible bilan, social, économique et politique, de notre Président et de ses gouvernements successifs. Même si ce gouvernement, tant il est antidémocratique, se retrouve dans une forme d'incapacité d'action, il tente de poursuivre l'œuvre de destruction engagée et annonce vouloir maintenant s'en prendre clairement à la SÉCU, dont on fête les 80 ans cette année. FO défend et défendra cet inestimable patrimoine commun et son mode de financement, garantissant l'indépendance vis à vis des gouvernements, plus que jamais nous faisons notre le slogan « la SÉCU elle est à nous ».

Nous sommes chargés de l'instruction de la jeunesse. Mais nous n'exerçons par hors sol, et la méthodique destruction des autres pans des services à l'enfance se fait durement sentir. Une commission d'enquête parlementaire de 2025 sur l'ASE qui s'intitule justement « *commission d'enquête sur les manquements des politiques publiques sur la protection de l'enfance* » montre par exemple qu'il peut y avoir plus d'un an entre la décision de placement d'un enfant et sa mise en application. La pédo-psychiatrie est également dans le rouge vif et ne cesse de se déliter. Un rapport de Santé-Public-France montre une hausse des épisodes de dépression des jeunes et des jeunes adultes multipliée par deux depuis 2017. Parallèlement à cela, il faut maintenant 2 mois en moyenne pour avoir un rendez-vous pour un enfant atteint de troubles neuro-psychologiques. Enfin, l'inclusion systématique accentuée par les 22.000 places manquantes en ESMS (Etablissements Sociaux et Médico-sociaux) aggrave encore les situations auxquelles nous sommes confrontées. Nous contestons la mise en place des PAS, qui va encore aggraver la prise en charge des élèves, nous déposerons un avis sur le sujet.

Les difficultés qui s'amoncellent et qui nous empêchent de faire notre métier sont bien réelles et sans conteste systémiques, engendrées par les contre-réformes successives ! Malgré cela, nous assistons à chaque fois aux tentatives d'individualisation et de déportation des réelles causes qui sont à l'origine des difficultés auxquelles sont confrontées les collègues, c'est intolérable. Dans l'immense majorité des cas, ce sont bien les dégradations des conditions de travail qui sont la cause des difficultés, y compris interpersonnelles. Pour être clairs, nous préférons la prévention de niveau 1 que de niveau 3, il faut améliorer les conditions de travail avant de faire un protocole pour savoir où se trouve la trousse à pharmacie. Dans de plus en plus de situations, les personnels de terrain sont démunis, nous ne sommes pas psychiatre, psychologue, ou encore champion de MMA, ce ne sont pas nos fonctions, nous ne sommes pas compétents, nous sommes mis en danger. Nous représentons ici les personnels, et le pire dans ces situations pour les personnels, c'est

souvent la non protection de notre employeur, il faut que cela change. Il serait temps également d'arrêter de jouer la montre et de répondre aux situations qui, pour certaines, traînent depuis des mois, voire des années. Les collègues attendent, notamment aux collèges de Vivonne, du Jardin des Plantes, de la Roche Posay ou encore au lycée du Bois d'Amour.

FO défend et défendra tous les collègues qui se retrouvent dans ces situations.

C'est en ce moment que le parcours Y en lycée professionnel prend forme. Le syndicat des personnels de direction FO avait parlé de « *catastrophe annoncée* », nous y sommes. Désorganisation, perte de repères, perte d'heures de cours, stages en dehors du champ professionnel de l'élève. Cette réforme rejetée par tous, enseignants, parents, professionnels, est bien une catastrophe. Les chefs d'établissements sont aussi au bord de la rupture, dans l'incapacité de répondre aux injonctions contradictoires de cette réforme et essayant de gérer au mieux les désorganisations produites. Enfin, alors que notre pays est en manque de techniciens supérieurs, cette réforme va empêcher des élèves d'accéder au supérieur, BTS ou BUT.

Le constat systémique que nous venons de dresser est visible à travers le recrutement. Les chiffres des inscrits aux concours enseignants 2025 sont clairs : moins 3000 inscrits par rapport à 2024 qui était déjà une année record par son faible nombre de candidats.

Enfin, nous sommes obligés, une fois encore, de redire que les RSST doivent obtenir des réponses, que celles-ci doivent être explicites pour que nous puissions en apprécier la portée, et que nous ne comprenons pas que certains registres apparaissent comme « *répondu, imprimé et archivé* » sans qu'aucune réponse n'ait été apportée. Sauf erreur de notre part, les avis déposés lors de la précédente instance n'ont pas eu de réponse.

La FNEC FP-FO86 continuera d'agir conformément aux mandats adoptés dans ses instances pour défendre les personnels et tient à rappeler ici ses revendications :

- Abrogation de la réforme des retraites
- Augmentation des salaires et du point d'indice : + 10% tout de suite
- Abandon définitif du jour de carence et du rabaillage à 90% du salaire en maladie
- Retrait de toutes les mesures qui détruisent l'École publique : choc des savoirs, loi Rilhac, réforme du lycée, réforme du bac, réforme de la voie professionnelle
- Annulation de toutes les suppressions de postes et création de tous les postes nécessaires dès maintenant pour la rentrée 2025
- Abrogation de l'acte 2 de l'école inclusive
- Création d'un vrai statut de fonctionnaire d'état de catégorie B pour les AESH sur la base de 24h hebdomadaires, création aussi d'un vrai statut pour les AED
- Arrêt de la marche à la guerre et des budgets d'économie de guerre.

Merci de votre écoute.